

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4003 - JEUDI 27 MAI 2021

ERUPTION VOLCANIQUE DE NYIRANGONGO

HCR évalue les besoins des personnes déplacées



Goma sous les décombres après l'éruption volcanique

L'heure est à la solidarité pour secourir les populations victimes de la catastrophe naturelle survenue, le 22 mai, à Goma dans la province du Nord-Kivu. C'est dans ce cadre que le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) a participé dernièrement à une évaluation conjointe pour estimer les dégâts ensemble avec le gouvernement et d'autres agences humanitaires. Selon le HCR, cette nouvelle catastrophe vient s'ajouter au sort de plus de deux millions de personnes déjà déplacées par la violence dans la province du Nord-Kivu. Quatre cent cinquante mille personnes ont été contraintes de fuir leur foyer pour la seule année 2021.

Page 5

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Eve Bazaïba investie « gardienne » du sol congolais



Eve Bazaïba reçoit les attributs du pouvoir des chefs coutumiers

La vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable (VPM-MEDD), Eve

Bazaïba Masudi, a reçu, le 26 mai, dans son cabinet de travail une délégation des chefs coutumiers du

Grand Bandundu et alliés. Forte de seize autorités coutumières, la délégation est venue lui exprimer ses préoccupations en rapport avec la gestion des terres et des forêts dans le pays. Les chefs coutumiers l'ont intronisé comme « gardienne » du sol congolais. Ils lui ont remis quelques attributs du pouvoir ancestral et coutumier qui lui confèrent les aptitudes pour remplir les différentes tâches attendues d'elle.

Page 4

FOOTBALL – TRANSFERTS

Kakuta désiré en Angleterre, Bolasia en Turquie

La saison s'achève quasiment en Europe, laissant la place au mercato d'été. Et les Congolais sont concernés par cette période de mouvement. Prêté à Lens par Amiens avec option d'achat jusqu'au 30 juin pro-

chain, Gaël Kakuta intéresse aussi Newcastle en Angleterre dont les représentants ont contacté les proches de l'ancien joueur de Chelsea en vue d'un éventuel transfert.

Le Congolais Yannick Bolasia

de Middlesbrough en Championship (D2 anglaise) est désiré en Turquie. Libre de tout contrat, il pourrait une fois de plus quitter l'Angleterre, lui qui a aussi joué en Belgique et au Portugal.

Page 8

Yekima déclare sa flamme à Goma



Le slameur Yekima déclare sa flamme à Goma (DR)

À la fois titre et refrain, Jambo Goma ! c'est pareil à Bonjour Goma ! en français. En effet, Jambo est la salutation commune en swahili, la langue locale. Ici Jambo Goma ! est à prendre pour le synonyme de « Passez une agréable journée à Goma », un souhait formulé par Yekima au lendemain de l'éruption

volcanique qui a causé une belle frayeur dans la ville. Goma n'est pas une ville ordinaire, le souligne Yekima, précisant ici qu'elle fait partie du « patrimoine mondial de l'humanité avec le Parc de Virunga comme atout ». La ville a, selon lui, tout pour plaire et constitue un territoire d'espoir ».

Page 6

ÉDITORIAL

Mali n fois

Un délit d'habitude ! Neuf mois après cette incursion sur la scène politique qui coûta ses fonctions au président Ibrahim Boubacar Kéita-IBK-, les militaires maliens sont retournés à leurs vieilles amours du putsch. Le 24 mai, ils sont repartis à l'assaut de la présidence de la Transition, priant le locataire, Bah N'Daw, et son Premier ministre, Moctar Ouane, de les suivre à Kati, le célèbre camp des soldats d'élite de l'armée malienne, spécialisé, on devrait dire, dans le recueil des chefs d'Etat en disgrâce.

Explication d'usage : les deux hommes et plusieurs de leurs collaborateurs auraient violé la charte de la transition, menaçant gravement le processus qui devrait aboutir, au bout de dix-huit mois, à l'organisation d'élections générales dans le pays. Les fidèles du colonel Assimi Goïta, véritable détenteur du pouvoir au Mali, attendent sans doute que la communauté internationale les comprenne à nouveau et accompagne leur volonté déclarée de rendre la stabilité à un Mali en proie à la menace djihadiste. Interrogés par les médias internationaux sur les derniers développements de l'actualité dans leur pays, de nombreux Maliens ont exprimé leur frustration et dénoncé la fuite en avant des hommes en armes. Peut-être que la médiation conduite par l'ancien président nigérian, Goodluck Jonathan, pour le compte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest-CEDEAO-, pourrait aider à mieux comprendre les causes réelles de cette soudaine montée de tension à Bamako. A la retraite depuis, le colonel Bah N'Daw avait accepté de se porter au-devant de ses jeunes frères d'armes et endossé la responsabilité du coup de force dans un moment d'incertitude pour le Mali. Il remplaçait sur commande un président démocratiquement élu dont on savait la gouvernance publique décriée. Ce qui est certain, c'est que très souvent, les subrogations de ce type ajoutent aux difficultés en cours, les nouveaux venus pouvant sombrer soit dans l'amateurisme, soit dans la prédation.

Au tout début de ce retour en arrière opéré au Mali, la question s'était posée de savoir si les problèmes d'ordre sécuritaire et socioéconomique auxquels le régime d'IBK était confronté pouvaient trouver un début de solution du fait de l'arrivée des militaires. En apparence, non. Le Mali fait toujours face aux incursions rebelles, les travailleurs réclament l'amélioration de leurs conditions de travail, la classe politique est divisée sur la mise en route du processus de transition.

Pour tout dire, ce énième coup d'Etat au Mali est un schéma embarrassant pour les troupes du G-5 Sahel déjà fortement secoué par la disparition tragique, au mois d'avril dernier, du président tchadien, Idriss Déby Itno. Il faut craindre que ce pays entre dans un cycle de révolutions de palais préjudiciable au retour à l'ordre constitutionnel.

Le Courrier de Kinshasa

AFFAIRE PIERRE MASUDI KANSILEMBO

La FBCP continue à exiger une justice équitable

L'ONG de défense des droits de l'homme continue à soutenir, avec l'inculpé, que la condamnation de l'inspecteur judiciaire, tout comme son interpellation, sont entachées d'irrégularités et injustes.

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) affirme avoir appris « des sources sûres » la condamnation, le 25 mai 2021, par la Cour d'appel de la Gombe, pour sept ans, de l'inspecteur judiciaire du Tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe, Pierre Masudi Kansilembo. Cette ONG a noté que dans le cadre de cette même affaire, deux autres co-accusés, Kasobia et le sujet indien, auraient écopé, chacun, de trois ans de prison ferme.

La FBCP affirme, par ailleurs, que l'inspecteur judiciaire

Pierre Masudi Kansilembo continue à clamer son innocence. Le condamné aurait indiqué à la délégation de cette ONG, qui s'est rendue à la prison centrale de Makala pour s'enquérir de leur situation, qu'il ne connaissait rien du tout de ce que lui reproche et que sa condamnation était illégale.

Cette ONG de défense des droits de l'homme rappelle, en effet, avoir dénoncé, dans son communiqué de presse du 22 mars 2021, portant le numéro 245 / FBCP/CEI/2021, cette arrestation « que lui-même juge d'illégale et

d'arbitraire ». « Selon l'intéressé, la peine de sept ans lui collée par la Cour d'appel et son tribunal est injuste pour une infraction qui n'existe nullement pas. Les billets de banque ont fait une affaire pour sa condamnation. C'est un scandale impitoyable pour notre justice », indique la FBCP dans son communiqué du 26 mai 2021. Et de continuer à exiger une justice équitable bien déterminée, à la place d'une justice d'argent.

Lucien Dianzenza

ERUPTION VOLCANIQUE À GOMA

L'Unicef préoccupée par la situation des enfants

Dans un communiqué de presse rendu public, l'Unicef se dit profondément préoccupée par la situation des enfants à Goma alors que la ville est aux prises avec des secousses fréquentes à la suite de l'éruption du volcan le 22 mai.

« Nous savons que des enfants ont été blessés lorsqu'un bâtiment s'est effondré ce mardi 25 mai à quelques pas du bureau de l'Unicef à Goma », indique la source onusienne. Et d'ajouter : « Nous continuons à travailler 24 heures sur 24, avec nos partenaires et les autorités locales congolaises, pour apporter un

soutien à tous les enfants et leurs familles touchés par l'éruption du volcan à Goma et dans les environs ».

Pour un rappel, l'Unicef a signalé que plus de cent cinquante enfants ont été séparés de leur famille et plus de cent soixante-dix enfants seraient portés disparus alors que des personnes avaient fui la

ville de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, à cause de l'éruption du mont Nyiragongo la nuit dernière. On s'inquiète également du retour des centaines de personnes à Goma qui vont trouver des maisons endommagées et des pénuries d'eau et d'électricité.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Guy Loando et Dominic Sam consolident le partenariat

Déterminé à donner une nouvelle impulsion au processus de la réforme de l'Aménagement du territoire qui attend, pour sa poursuite, le décaissement de la deuxième tranche de financement, le ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire, Guy Loando Mboyo, a échangé avec le représentant pays du Pnud, Dominic SAM sur cette question.

Au cours d'une audience que le patron de l'Aménagement du territoire a accordé, le 25 mai, en son cabinet de travail, au représentant pays du Pnud, il était question de voir ensemble comment mobiliser les supports nécessaires pour le redécolage de ce processus qui fait actuellement face au gel de financement Cafi à la suite du processus de l'évaluation à mi-parcours. «*Nous avons passé en revue tout ce qu'on a fait ensemble, notamment l'appui que le Pnud est en train d'apporter au ministère de l'Aménagement du territoire. Tout ce qui est fait dans le cadre du processus de l'élaboration de la politique nationale d'Aménagement du territoire ainsi que les prochaines étapes*», a-t-il laissé entendre.



Guy Loando échange avec Dominic Sam

Parlant de la réforme de l'Aménagement du territoire, Dominic Sam a souligné qu'avec le ministre d'Etat, ils ont réfléchi sur cette

question pour voir comment l'amener à bon port. «*Pour ce qui est de la réforme, nous avons plutôt échangé sur comment on pouvait mo-*

biliser ensemble les supports nécessaires pour continuer à mener à bon port la politique de l'Aménagement du territoire qui est très important

pour le développement du pays.

Blandine Lusimana

CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

Bene Katabua, spécialiste de la santé mentale à Abu Dhabi

Originaire de la République démocratique du Congo, Bene Katabua est installée à Abu Dhabi depuis 2017. Elle est psychologue de l'enfant et de l'éducation, spécialisée dans le bien-être des enfants, des adolescents et des familles. Le 16 mai, l'entreprise Intercare Health Center, basée à Abu Dhabi, capitale des Emirats arabes unis, a annoncé la nomination de Bene Katabua comme sa nouvelle spécialiste en psychologie de l'éducation.

Bakambamba Bene Katabua travaille sur des questions de traumatismes, d'anxiété, de difficultés d'adaptation, de colère, de difficultés sociales, de comportements répétitifs, de difficultés d'alimentation et de tension familiale.

Bien avant de rejoindre Intercare Health Center, Bene Katabua a travaillé pour l'entreprise KidsFirst Medical Center, qui a son siège à Abu Dhabi et aussi à Dubaï. En tant que psychopédagogue chez KidsFirst, elle travaillait sur le développement des enfants via des évaluations, des thérapies ainsi que des conseils pour les parents et les enseignants. Ces services se présentent sous la forme de thérapie par le jeu et de thérapie individuelle. Elle mène des évaluations psycho-éducatives et formule des rapports. Grâce à ces évaluations, elle acquiert une compréhension globale de la fonction de l'enfant, en termes d'intellect et de capacités scolaires. La thérapie fournie, explique-t-elle,



Bene Katabua

donne un aperçu du monde intérieur de l'enfant, afin de l'aider dans son fonctionnement social et émotionnel. En plus de la thérapie et des évaluations, Bene Katabua anime aussi des ateliers pour des professionnels, où divers sujets, liés à la santé mentale, sont explorés et

discutés. Selon la psychopédagogue, avoir une approche multidisciplinaire, comme le fait kidsFIRST, permet de résoudre divers problèmes à l'échelle mondiale.

Déstigmatiser les soins de de santé mentale

Avant de s'installer à Abu

Dhabi, Bene Katabua a vécu en Afrique du Sud, où elle a étudié. Elle est titulaire d'un master en psychologie éducative de l'université de Witwatersrand, à Johannesburg et d'une Licence en psychologie de l'université de Cape Town. De 2014 à 2017, elle a ouvert un cabinet privé à Johannesburg, où elle a travaillé avec des enfants, des adolescents, des écoles et des familles de la région. Bene Katabua est une défenseuse du soutien en santé mentale et milite pour la déstigmatisation du besoin d'intervention dans ce domaine. En plus de la thérapie, elle mène également des évaluations pour mieux comprendre les forces et les faiblesses des enfants et des adolescents. Elle fournit également aux écoles un soutien pour aider leurs élèves à répondre à leurs besoins spécifiques d'apprentissage et psychologiques. Les évaluations sont adaptées en fonction des préoccupations des parents, ainsi que des besoins particuliers de l'en-

fant ou de l'adolescent.

Thérapeute SOS Feeding

Bene Katabua est également une thérapeute SOS Feeding. Elle aide les familles à comprendre les besoins et les difficultés en matière d'alimentation, ainsi qu'à élaborer un plan pour résoudre ces problèmes. Elle travaille aux côtés d'autres professionnels de l'alimentation pour fournir une approche holistique afin de répondre aux besoins de l'enfant. La psychoéducation est l'une des passions de Bene qu'elle pratique en animant des conférences, des ateliers, des séminaires et des webinaires avec des groupes de parents ou le personnel d'une école. Elle valorise la compassion, les soins et la perspicacité, qui se manifestent dans son travail et a publié plusieurs articles sur la santé mentale des enfants dans différents magazines et autres publications.

Patrick Ndongidi

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Eva Bazaïba investie « gardienne » du sol congolais

La délégation des chefs coutumiers du grand Bandundu et alliés ont remis à Eve Bazaïba Masudi certains attributs du pouvoir ancestrales pour contrôler, protéger et régner sur la terre de ses ancêtres.

La vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable (VPM-MEDD), Eve Bazaïba Masudi, a reçu, le 26 mai, dans son cabinet de travail une délégation des chefs coutumiers du grand Bandundu et alliés. Cette dernière, forte de seize autorités coutumières, est venue lui exprimer ses préoccupations en rapport avec la gestion des terres et des forêts dans le pays.

Dans le nombre de ces préoccupations exposées à la VPM-MEDD, il y a, selon cette délégation des chefs coutumiers, certains dossiers en régulation au niveau de la justice. Ces chefs coutumiers sollicitent de Mme Eve Bazaïba notamment la dissolution de la société d'exploitation forestière Sodefor et la réhabilitation de la Forescom comme société d'Etat au profit du peuple congolais. Ils attendent également l'intervention du numéro un de l'Environnement et du Développement durable congolais, son intervention pour le paiement de leurs redevances par des sociétés d'exploitation forestière établies dans leurs différents territoires,



Photo 1: Eve Bazaïba et reçoit les attributs du pouvoir des chefs coutumiers

comme l'exige la loi en la matière.

Intronisée « gardienne » du sol congolais

Bien avant de lire leur mémorandum, les chefs coutumiers ont intronisé la VPM-MEDD Eve Bazaïba comme « gardienne » du sol congolais. Ils lui ont remis quelques attributs du pouvoir ancestral et coutumier qui lui confèrent les aptitudes pour remplir les différentes tâches attendues d'elle. Il s'est agi d'une chaise de l'autorité coutumière, d'un coq,

d'une paire de pigeons-symboles de porte-parole et gardienne du sol congolais, d'un couteau-pour défendre le sol congolais contre ses ennemis, d'une peau de léopard-signifiant d'autorité et de pouvoir, des statuette de girafe et d'Okapi, d'un tapis traditionnel, d'un pagne aux motifs ancestraux, d'une paire de babouches, d'un sac, d'un chapeau en fil de raphia, d'un chasse-mouches, une statuette représentant une silhouette féminine-symbole de responsabilité, etc. Pour ces

chefs coutumiers, tous ces présents symbolisent le pouvoir de diriger et d'agir. A en croire ces chefs coutumiers, la VPM-MEDD Eve Bazaïba est, désormais, investie du plein pouvoir d'agir sur le sol congolais.

Au cours de cette cérémonie qui s'est déroulée dans le hall de la vice-Primaire, les seize chefs coutumiers ont fait une petite cérémonie selon les rituels ancestraux et ont demandé à la VPM-MEDD de s'investir afin de promouvoir le développement de

toutes les provinces de la République démocratique du Congo.

Justifiant leur acte, ces chefs coutumiers ont indiqué, relevant l'importance du pouvoir traditionnel, que celui-ci occupe une place de choix dans la structure administrative et territoriale du pays en tant que premier pouvoir politique et gestionnaire de l'entité territoriale de base. « *Le pouvoir traditionnel joue un triple rôle : politique, économique et socio-culturel* », ont indiqué ces chefs coutumiers. Au plan politique, expliquent-ils, le pouvoir traditionnel est le premier pouvoir du territoire national issu de la légitimité naturelle, les ancêtres. Il a, poursuivent les chefs coutumiers, un territoire, une mémoire collective et la responsabilité politique et sociale de la société entière. « *C'est lui qui assume la gestion collective de la société. Il est directement propriétaire de la convention nationale et le médiateur naturel sur le territoire national pour faire la synthèse de l'unité* », ont-ils insisté.

Lucien Dianzenza

POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



ERUPTION VOLCANIQUE DE NYIRAGONGO

HCR évalue les besoins des personnes déplacées

L'heure est à la solidarité pour venir en aide aux populations victimes de la catastrophe naturelle survenue, le 22 mai, à Goma dans la province du Nord-Kivu.

C'est dans ce cadre que le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) a participé dernièrement à une évaluation conjointe pour évaluer les dégâts, avec le gouvernement de la RDC et d'autres agences humanitaires. Le HCR se prépare déjà à aider les personnes ayant besoin d'abris et d'articles de secours dans la région de Goma, en coordination avec d'autres agences des Nations unies et des organisations non gouvernementales, et en soutien aux efforts d'urgence menés par le gouvernement. « Des fonds sont nécessaires de toute urgence pour nous aider à assister les personnes affectées. Le HCR n'a reçu que 17% du montant recherché de 204,8 millions de dollars nécessaire à ses opérations en RDC », in-



Eruption volcanique de Nyiragongo à Goma (Ph. Net)

dique l'agence onusienne dans un communiqué de presse. Le HCR continue de travailler avec le gouvernement, les communautés locales et d'autres partenaires pour aider les déplacés internes, en offrant des abris, des articles de

première nécessité et un soutien aux activités locales de protection, ainsi qu'un suivi transversal des questions de protection qui sert l'ensemble des efforts de réponse. Selon le HCR, cette nouvelle catastrophe vient s'ajouter au sort de plus de deux

millions de personnes déjà déplacées par la violence brutale dans la province du Nord-Kivu, dont Goma est la capitale. Pour la seule année 2021, quatre cent cinquante mille personnes ont été contraintes de fuir leur foyer.

A la suite de cette catas-

trophe naturelle, des milliers de personnes ont fui leurs foyers à pied dans la nuit de samedi à dimanche, transportant des matelas et d'autres effets personnels alors que la lave s'écoulait vers Goma, brûlant des villages sur son passage. Beaucoup d'entre elles ont été hébergées par des familles d'accueil à Goma et dans les régions environnantes, tandis que des milliers d'autres ont fui vers le Rwanda, de l'autre côté de la frontière. Un effort important mené par la Croix-Rouge est en cours pour réunir plusieurs centaines d'enfants qui ont été séparés de leurs familles lors de leur fuite.

Blandine Lusimana

David McLachlan-Karr assure le gouvernement de son soutien

Un numéro vert a été mis en place pour la réunification des personnes séparées lors de leur fuite.

« Depuis le début de l'éruption volcanique de Nyiragongo, le 22 mai à Goma, la communauté humanitaire est à pied d'œuvre pour soutenir le gouvernement congolais à apporter une réponse à cette catastrophe dont l'étendue des conséquences reste encore à déterminer », a affirmé le coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo (RDC), David McLachlan-Karr, dans un communiqué du 25 mai. Et de noter que les acteurs humanitaires présents sur place évaluent l'étendue des besoins causés par l'éruption volcanique et portent assistance aux personnes sinistrées.

Le communiqué du coordonnateur humanitaire en RDC indique également que les besoins répertoriés sont essentiellement en abris, eau-hygiène et assainisse-



Des laves encore chaudes de la dernière éruption de Nyiragongo DR

ment, santé, protection et vivres. Aussi, fait savoir ce document, un numéro vert a-t-il été mis en place pour la réunification des personnes séparées lors de leur fuite. Il s'agit de +243 970 351 202 et +243 974 551 013.

Ce document note également dans le nombre de priorités, la réparation du tronçon de la route Go-

ma-Ruthsuru, coupé par une coulée de lave, un des axes essentiels à l'acheminement de l'aide humanitaire, ainsi que le rétablissement de l'électricité et des services d'eau. « Je suis attristé par les pertes en vies humaines et les dégâts causés par l'éruption. Je présente mes condoléances à toutes les Congolaises et tous les

Congolais qui ont perdu des proches dans cette catastrophe. A ceux qui ont également perdu des biens ou qui se sont retrouvés sans abris, je compatis et leur souhaite de rester forts et résilients. Je réaffirme l'engagement et le soutien de la communauté humanitaire pour venir en aide aux personnes touchées

par l'éruption du volcan de Nyiragongo », a indiqué le coordinateur humanitaire dans ce communiqué.

David McLachlan-Karr dit, par ailleurs, remercier le Premier ministre congolais, qui a envoyé huit ministres à Goma pour conduire la réponse humanitaire. Et de rappeler que cette éruption volcanique survient dans un contexte de besoins humanitaires aigus dans la province du Nord-Kivu. « En effet, le Plan de réponse humanitaire pour 2021 atteint à peine les douze pour cent de financement requis. Actuellement, 3,2 millions de personnes sont en situation d'urgence alimentaire dans cette province et 44 pour cent des plus de 5 millions de déplacés du pays se trouvent dans cette partie de la RDC », a souligné le coordonnateur humanitaire.

Lucien Dianzenza

ERUPTION VOLCANIQUE DE NYIRAGONGO

François-Xavier Beltchika évoque la nécessité d'envisager la délocalisation de Goma

Le président du Congrès des démocrates pour le progrès social (CDPS) estime que l'étendue de l'espace territorial vers Sake serait le site convenable.

Au lendemain de l'éruption volcanique du Nyiragongo, le parti CDPS et le regroupement politique Coalition des patriotes pour la République (Copr) ont adressé à la population de Goma un message de compassion, de solidarité et d'exhortation. Ils ont invité, le 25 mai, le gouvernement à réfléchir sur la nécessité d'envisager le déplacement du chef lieu de la province du Nord-Kivu dans un environnement qui la soustrait

des menaces du volcan et de la hantise permanente des populations de Goma. A en croire le président national du CDPS et président du bureau exécutif de la Copr, François-Xavier Beltchika, le gouvernement congolais devrait se pencher sur la question de la délocalisation de la ville de Goma, à travers le ministère de l'aménagement des territoires pour l'option à lever et les aménagements nécessaires avec le concours

d'autres ministères sectoriels. Il a estimé, à cet effet, que l'étendue de l'espace territorial vers Sake pourrait, éventuellement répondre aux critères d'un site convenable qui épargnerait un jour la population de Goma d'un cataclysme irréversible éventuel.

« Le contexte actuel de la situation à l'est du pays, la connaissance de l'histoire de Nyiragongo et la dangerosité qu'elle présente, permettraient la

matérialisation d'une telle initiative, avec l'appui de la coopération bilatérale et multilatérales », a expliqué le président du CDPS. Ce message du CDPS coïncide avec les séismes les plus violents enregistrés aux environs de la ville de Goma depuis la fin de l'éruption volcanique de Nyiragongo et qui font craindre le pire aux scientifiques. « Nous les (nos sœurs et frères atteints par cette catastrophe naturelle) exhor-

tons, par ailleurs, à plus de prise de conscience collective nationale indispensable pour triompher de divers et multiples défis à relever pour l'avènement d'une paix réelle qui assure directement le vrai développement de la zone est du pays, et indirectement l'ensemble de la nation », a déclaré François-Xavier Beltchika.

Jules Tambwe Itagali

Yekima déclare sa flamme à Goma

Le nouveau slam Jambo Goma ! décrit la capitale du Nord-Kivu dont le slameur kinois clame la beauté tout en rimes partageant avec plaisir des souvenirs encore bien vivaces de son séjour en 2017 dans la magnifique ville secouée le week-end dernier.

À la fois titre et refrain, Jambo Goma !, c'est pareil à Bonjour Goma ! en français. En effet, Jambo est la salutation commune en swahili, la langue locale. Ici Jambo Goma ! est à prendre pour le synonyme de « Passez une agréable journée à Goma », un souhait formulé par Yekima au lendemain de l'éruption volcanique qui a causé une belle frayeur dans la ville. Une manière pour l'artiste de dire la compassion qu'il éprouve au malheur survenu dans cette région dont il scande la beauté face à son charme unique.

C'est donc tout naturellement que Yekima commence par présenter Goma, mais pas à la manière de Je te présente Kinshasa, son premier grand succès. L'ode à Goma, à la différence du précédent slam, évoque la situation géographique de la ville à partir des hauteurs. « À presque 1 500 m d'altitude dans la vallée du Rift, Goma chef-lieu, capitale du Nord-Kivu est pour l'Est du Congo un gift (cadeau en anglais) », entend-on dire le slameur visiblement sous le charme. L'artiste prouve qu'il n'a pas tort de clamer ainsi le charme de cette ville au paysage naturel si enchanteur qui cette fois est sa muse. Ce qu'il met en avant ici, ce sont ses atouts naturels. Il le fait tout en rimes.

Goma n'est pas une ville ordinaire, le souligne Yekima, pré-



Le slameur Yekima déclare sa flamme à Goma (DR)

cisant ici qu'elle fait partie du « patrimoine mondial de l'humanité avec le Parc de Virunga comme atout ». La ville a donc tout pour plaire. Il le dit, énumérant notamment au passage ses nombreuses particularités dont « le lac Kivu en bordure », « les vieilles coulées de lave de la chaîne du Virunga », « le Nyamulagira », le fameux « Nyiragongo, géant de 2 000 m ». Evoquant ses frontières avec le Rwanda et l'Ouganda, Goma, c'est aus-

si, rappelle Yekima, « une ville de commerce, de passage. Elle est cette ville frétilante, ville d'échanges. On peut croire que tout se risque ici alors que tout est ici touristique ».

« Goma est hospitalière et aspire à un climat pacifique. Par ici se saluer, c'est tout simple et beau : on dit Jambo ! », fait savoir le slameur. Quant au « Jambo Goma !, Jambo Goma ! », on l'a déjà dit, est un souhait exprimé dans ce parler qu'il dit être « la langue

principale de la ville, si pas l'une des plus belles langues du monde, le swahili ».

Une éruption des plus belles femmes

Passé l'inventaire qu'il fait des joyaux, les sites naturels, de cette pure merveille de la nature, le slameur se lance avec lyrisme dans la description de Goma façonnée par ses habitants. Il met bien en exergue un lieu emblématique, à savoir le Boulevard Kanyamuhanga notant qu'il y a « au beau milieu de son carrefour, la magistrale statue du tshukudu. Ingénieuse trottinette en bois montée à domicile... ». Yekima ne passe pas sous silence une observation qu'il partage non sans une once de provocation. Après les routes cahoteuses et pour certaines très poussiéreuses, il évoque la délectation qu'offre un verre pris dans un de ses bars aux vues imprenables au bord du lac qui le porte à une observation qu'il rapporte avec un petit rire plutôt coquin. « J'ai bien vu que depuis 2002, après l'éruption du Nyiragongo, il y a bien eu ici à Goma une éruption des plus belles go hein ! », ne peut s'empêcher d'affirmer le slameur.

De fil en aiguille, question usages amoureux, il avoue se demander ce qui passerait « le mieux entre Je t'aime et Nakupenda » (déclarer sa flamme en français ou en

swahili). « Excité à tenter le coup, question de voir ce que ça donnera », l'artiste prévient : « Je vous jure que si je choppe une Gomatracienne, je ne rentre plus à Kinshasa ». De Goma, Yekima évoque les bonnes denrées de consommation courante à portée de main qui ne le sont pas toujours pour le Kinois : « ici il y a à gogo, fromage, viande fraîche, pomme de terre et maziwa (lait caillé) ». C'est sur une note ambiante, normal pour le Kinois qu'il est, que le slameur achève son ode à Goma. « Après tout le nom Goma, vient du Mont Goma, qui vient du mot ngoma, le tamtam. Normal qu'elle soit cette ville dansante et pleine d'ambiance dont tout le monde se pâme », affirme-t-il. Et de poursuivre : « Et puis la ville vit sous le volcan, ça ne m'étonne pas qu'elle soit en chaleur. Goma terre d'accueil m'a charmée, à elle j'ai donné mon cœur ». Il conclut avec assurance et exaltation : « J'ai réalisé qu'il n'y a pas que massacres, violences, pillages et exodes. Une ville avec une population des plus fortes du monde. Gomatraciens, ce que la gomme a tracé, le crayon l'a effacé. Goma est donc une ville mieux redessinée. Le passé a une histoire, mais l'avenir porte l'espoir. Je crois que Goma est surtout un territoire d'espoir ».

Nioni Masela

INTERVIEW

Me Chris Ileo Yoka « *Il est grand temps que la population puisse bénéficier du travail de ses autorités* »

A l'heure du renouvellement de la classe politique congolaise, bien des compatriotes, jeunes de surcroît et brillants intellectuels, réfléchissent de plus en plus, à haute et intelligible voix, sur la problématique de l'émergence de la RDC longtemps livrée à la merci d'une caste politique opportuniste et ventriloque. Me Chris Ileo Yoka fait partie de cette jeunesse de qui le pays est en droit d'espérer au regard de son apport significatif au débat national via les idées novatrices dont il est porteur. Dans un entretien accordé au Courrier de Kinshasa, il décrypte l'actualité tout en éclairant certaines zones d'ombre en rapport avec son cursus politique.

Courrier de Kinshasa : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Chris Ileo Yoka :

Je m'appelle Me Chris Ileo Yoka. Je suis avocat de profession et secrétaire général du regroupement politique « Ensemble, changeons le Congo » cher au président Adam Bombole Intole.

C.K : Pouvez-vous nous retracer votre parcours politique ?

C.I.Y :

J'ai commencé la politique en 2010 en adhérant au parti Udemo du président Mobutu Zanga avec qui j'ai collaboré au sein de son cabinet. J'ai été nommé chargé d'études au cabinet à l'époque de la vice-Primature chargée de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale. Nous avons été candidat député national sous l'Udemo lors des élections de 2011 dans la circonscription de la Lukunga. C'est à partir de ce moment-là que nous avons pris goût à la politique pour apporter notre savoir-faire et une nouvelle manière d'exercer la politique. Malheureusement, en 2011, nous n'avons pas été élus. Malgré cela, nous avons poursuivi notre cursus professionnel en tant qu'avocat de profession.

C.K : Vous vous êtes séparés avec Mobutu Zanga, mais aussi avec son remplaçant à la vice-Primature chargée de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale...

C.I.Y :

Effectivement, c'est plusieurs années après que nous nous sommes séparés. Tout est parti de la rupture entre l'ancien vice-Premier ministre Mobutu Zanga et l'ancien régime. Nous avons, par la suite, travaillé avec le ministre Bulupi Galati qui était vice-Premier ministre nommé en remplacement de Mobutu Zanga. Ce dernier nous avait une fois de plus nommé au poste de chargé d'études au sein de la vice-Primature. Lors des élections de fin 2011, nous avons quitté le ministère pour laisser la place à une nouvelle équipe. Voilà un peu notre cursus jusqu'à notre



Me Chris Ileo Yoka

arrivée à « Ensemble, changeons le Congo ».

C.K : Et là aussi, c'est le début d'une autre histoire...

C.I.Y :

Oui. Nous avons commencé au parti du président Adam Bombole au bas de l'échelle, c'est-à-dire que nous occupions d'abord le poste de secrétaire national chargé de l'administration. A ce titre, nous avons essayé de mettre en place une organisation très équilibrée et optimale. Nous sommes aujourd'hui depuis plus d'un an secrétaire général du parti « Ensemble, Changeons le Congo » où nous essayons d'impulser une nouvelle dynamique.

C.K : Pourquoi alors avoir quitté « Ensemble » de Moïse Katumbi ?

C.I.Y :

Nous étions le responsable numéro un de l'AMK/Lukunga. Nous avons assumé ces charges fidèlement jusqu'à notre séparation pour des motifs de vision parce que notre parti avait choisi de défendre, après Genève, l'actuel chef de l'Etat, Felix Tshisekedi, alors que la plate-forme de Moïse Katumbi avait jugé bon de soutenir Martin Fayulu. C'est à ce moment-là que nous avons pris nos responsabilités pour quitter, par souci de cohérence et de vision, ladite plate-forme. Une façon de nous assumer en tant que parti indépendant et de soutenir, sans tergiversation, le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. Nous avons adhéré à l'Union sacrée où nous contribuons d'une manière ou d'une autre à la réussite et au succès de la vision du président de la République.

C.K : Quelle est votre analyse de l'environnement politique actuel après la création de l'Union sacrée de la nation ?

C.I.Y :

Le discours du chef de l'Etat avant les consultations qu'il avait lancées avait été impulsé par l'audace. Il y avait un blocage, le pays était à l'arrêt et Félix Tshisekedi devait prendre ses responsabilités en tant que garant de la nation. C'est comme ça qu'il avait pris ses responsabilités pour remettre au pas toutes les forces politiques existantes de manière à ce que le peuple congolais puisse bénéficier du projet qu'il a pour ce pays. Prônant l'anticipation, nous suggérons à la haute hiérarchie du pays plusieurs actions à mener et nous sommes aujourd'hui satisfaits de la création de l'USN. Il s'agit là des idées que nous avons soumises au président de la République et nous sommes très ravis que le président Adam Bombole soit très écouté par le chef de l'Etat.

C.K : Cette Union sacrée ne cachet-elle pas des velléités autocratiques dans un système politique qui se veut plutôt démocratique ?

C.I.Y :

Aujourd'hui, l'on constate que les forces politiques d'antan détentrices de la majorité ont basculé dans l'opposition. D'ailleurs, elles peinent à faire leur opposition, parce que sur le terrain les forces politiques se sont alignées dans la vision du chef de l'Etat pour l'intérêt supérieur de la nation. On a sacrifié les intérêts individuels au profit de ceux de la population. Notre classe politique ne peut pas continuer à fonctionner sur la base des marchandages et des accords entre individus. A un moment donné, il fallait arrêter cette hémorragie. C'est ce que le président de la République a fait pour obliger toutes les forces politiques à l'accompagner parce qu'il ne s'est pas approprié son mandat pour lui seul. Il le fait pour le peuple congolais, pour son bien-

être. Donc, ma lecture est que le chef de l'Etat a lancé une vision qui est actuellement encouragée par plusieurs forces politiques, et il faudrait que même celles-là qui sont dans l'opposition puissent contribuer avec des idées novatrices, tout en apportant leur savoir-faire de manière à ce que le pays puisse en bénéficier.

C.K : Quelle est la position de votre parti à la décision du chef de l'Etat d'instaurer l'état de siège en Ituri et dans le Nord-Kivu ?

C.I.Y :

Il fallait bien qu'à un moment donné, le pays puisse prendre ses responsabilités. Et vous constatez que depuis l'instauration de cet état de siège, plusieurs villes sont récupérées par nos forces armées. Nous encourageons les Fardc à poursuivre cette lutte, à rester concentrées sur la reconquête de toutes les villes qui avaient été occupées par la force, soit que les forces hostiles déposent les armes. Sinon, il faudra attaquer, ne faut pas tergiverser. Les Fardc doivent être éveillées pour sécuriser la population, mais surtout désarmer toutes les forces qui écumant ces contrées de l'Est. Donc, nous saluons l'instauration de cet état de siège. Nous espérons que cela ne prendra pas tout le temps à récupérer toutes les villes et nous avons l'assurance que plus d'une vingtaine des villes et villages ont déjà été récupérés.

C.K : Quelle est votre lecture personnelle de l'homme politique congolais ?

C.I.Y :

L'homme politique congolais a beaucoup péché. Nous avons vécu plus d'une trentaine d'années de gestion sans qu'il ne soit mis en place des réformes sérieuses pour rendre optimal le fonctionnement

de nos institutions et, aujourd'hui, la population en pâtit. Raison pour laquelle nous, en tant que parti politique, nous amenons une nouvelle manière de faire la politique. Nous ne sommes pas dans les discours démagogiques, dans les promesses illusoires, mais dans un travail collectif avec la population directement, c'est-à-dire qu'au sein de notre parti, nous amenons la population à se former. Aujourd'hui, notre parti apporte à la population congolaise des formations gratuites dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'agriculture, des PTNIC, des mines et autres formations diverses, etc. C'est seulement en innovant que notre pays va vivre de nouvelles choses. Je salue les efforts consentis pour qu'on puisse travailler en synergie des idées innovantes avec la population, les cadres, les experts congolais. Il faut vendre les experts congolais pour leur permettre de développer notre pays parce qu'ils connaissent ses réalités que les étrangers. Nous savons qu'il y a beaucoup de choses à faire, mais nous voyons déjà le peu qui devait être fait et commencé à être réalisé.

C.K : Quelles sont vos ambitions personnelles par rapport aux prochains enjeux politiques et électoraux ?

C.I.Y :

Aujourd'hui, l'objectif pour nous est de rendre notre parti aux mêmes diapasons que les grandes forces politiques en présence tels que l'UDPS et autres. Nous nous implantons chaque semaine et chaque mois à travers le pays. Nous fréquentons les coins les plus reculés du pays pour accompagner le chef de l'Etat en 2023. Nous nous préparons déjà pour les prochaines législatures et je serai candidat député national dans la circonscription de la Lukunga. Nous implantons progressivement les fédérations. Malheureusement le contexte covid-19 nous empêche de tenir de grands meetings populaires, mais nous avons l'assurance qu'avec toutes les adhésions que nous avons récoltées, le chef de l'Etat pourra compter assurément sur l'Ecco pour les échéances prochaines. Et moi, je serai effectivement candidat à la députation nationale.

C.K : Un dernier mot

C.I.Y :

C'est un appel que je lance au chef de l'Etat, de rester ferme et de persévérer dans la direction qu'il a prise et de se rassurer que la population congolaise est bien derrière lui.

Propos recueillis par Alain Diasso

FOOTBALL – TRANSFERTS

Kakuta désiré en Angleterre, Bolasia en Turquie

La saison s'achève quasiment en Europe, laissant la place au mercato d'été. Et les Congolais sont concernés par cette période de mouvement.

Meilleur Africain de la Ligue 1 française (Prix Marc Vivien Foé), le dépositaire de jeu international congolais Gaël Kakuta (29 ans) a été un surhomme à Lens, avec 11 buts et 5 passes décisives en 35 apparitions en Ligue 1. Il a porté le club promu qui termine à la 7e place. Et sa saison très aboutie n'a pas échappé à l'univers du football. Aussi est-il convoité en France et en Angleterre. Le Stade Rennais a un œil sur lui pour suppléer le départ de Clément Grenier et apporter de l'inspiration dans le jeu du club coaché par Bruno Genesio.

Prêté à Lens par Amiens avec option jusqu'au 30 juin prochain, Gaël Kakuta intéresse aussi Newcastle en Angleterre dont les représentants ont contacté les proches de l'ancien joueur de Chelsea en vue d'un éventuel transfert. Le joueur plaît à d'autres clubs anglais comme Fulham (relégué en Championship) où il est aussi passé au cours de sa carrière, ainsi que Crystal Palace et Watford (promu en Premier League). Le Léopards n'a pas encore prolongé avec Lens son club formateur. Parlant de son avenir, il avait déclaré une fois : « Moi, je suis Lensois. Mon but est de rester ici. Je suis ici. Il n'y a pas que moi qui vais être



Kakuta

associé à d'autres clubs. Lens fait une bonne saison, tout le monde est bien ici. Ça facilite les choses ».

Son coéquipier en sélection, Yannick Bolasia (31 ans) de Middlesbrough en Championship (D2 anglaise) est désiré en Turquie. Libre de tout contrat, il pourrait peut-être une fois de plus quitter l'Angleterre, lui qui a aussi joué en Belgique et au Portugal. La presse turque l'annonce dans trois clubs, Beşiktaş, Sivasspor et Trabzspor. Mais Boro songe aussi à conserver le Congolais

qui a eu un impact important dans le jeu du club, avec son coéquipier en sélection Neeskens Kebano. Cependant, ses conditions salariales (200 mille livres sterling par mois) fixées par le joueur semblent élevées pour Middlesbrough. Ce dernier aussi a dit adieu aux supporters de Boro, mais rien n'est encore précisé sur sa prochaine destination.

Luyindama et Botaka

Pour sa part, le défenseur international Christian Luyindama Nekadio pourrait ne pas être

conservé à Galatasaray en Turquie. Selon des médias locaux, la porte lui est ouverte pour un éventuel départ. Arrivé en 2019 à 6 millions d'euros en provenance de Standard de Liège, il ne partira pas à plus ou moins de 8 millions d'euros. Convoité en Angleterre, il intéresse aussi Fenerbahçe sur place en Turquie. Quant à Jordan Rolly Botaka, son avenir paraît incertain à Charleroi avec la venue d'un nouvel entraîneur. Prêté avec option d'achat par La Gantoise, il paraît changer d'air au cours de ce mercato estival. La presse belge semble formelle : Botaka ne sera pas carolo la saison prochaine. Wait and see.

Martin Engimo



Bolasia

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**

CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpoila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

SANTÉ

La Fondation Brazzaville relance le débat sur les faux médicaments

À l'occasion de la Journée de l'Afrique, la Fondation Brazzaville a organisé une conférence en ligne sur la progression des faux médicaments en Afrique. Etat des lieux d'un sujet plus que jamais d'actualité.

Un peu plus d'un an après la signature de l'initiative de Lomé par sept chefs d'Etat engagés à lutter contre les médicaments falsifiés et de qualité inférieure (MFQI), où en est le continent dans sa politique de lutte contre ce trafic ? Vaste sujet sur lequel experts, médecins et politiques ont apporté leurs éclairages. On le sait, il y a urgence.

Médicaments de mauvaise qualité, quelle est leur origine ?

Il s'agit de médicaments qui ont été falsifiés ou bien qui répondent à des normes de qualité inférieure.

Les médicaments falsifiés sont des produits médicaux délibérément contrefaits. Ces médicaments sont fabriqués, trafiqués et vendus par des criminels abusant de la confiance des clients.

Les médicaments de qualité inférieure peuvent être le fruit de mauvaises méthodes de fabrication et de contrôle qualité lors du processus de production ou de distribution.

Chaque année, les faux médicaments provoquent des centaines de milliers de décès en Afrique subsaharienne, dont 122 000 enfants de moins de

cinq ans à cause d'antipaludiques de mauvaise qualité. « L'Afrique concentre 42 % du trafic mondial et les pays à faibles revenus perdent des milliards de dollars en achetant ces produits », a rappelé Adam Aspinall (Medsformalaria). Et encore, l'on n'a pas quantifié les conséquences de l'impact de la pandémie Covid-19 sur les systèmes

médicaux dans la région. En particulier sur les chaînes d'approvisionnement qui ont été très perturbées.

Santé publique et sécurité

Alors comment lutter contre ces médicaments falsifiés et très souvent difficiles à identifier comme tels ? Un fléau qui pose de graves problèmes de santé publique et de sécurité.

Différentes solutions possibles ont été rappelées par les intervenants à commencer par la mise en route effective de l'Agence africaine du médicament (AMA) qui peine à être ratifiée par les 54 pays du continent bien que son traité ait été adopté en février 2019. Pour Moustapha Mijiyawa, ministre de la Santé du Togo, une harmonisation des autorisations de mise d'un médicament sur le marché devrait être à minima régionale. Pour lui, une coordination régionale et continentale est nécessaire ; c'est ici que l'Agence AMA prendrait tout son sens. L'amélioration du réseau de distribution encore fragile dans de nombreux pays est aussi à consolider. Les problèmes de logistique dans la chaîne d'approvisionnement des pharmacies locales et l'absence de données fiables créent des failles, a rappelé Gregory Rockson directeur général de m P h a r m a .

Etablir des liens avec ces points de vente permettrait de vérifier, entre autres, que les produits vendus sont agréés. La mise

en place d'instruments de contrôle est l'une des clés, y compris dans la vente en ligne de plus en plus utilisée. C'est ce que défend l'ONUSUD pour

Cette coordination des Etats mais aussi des partenaires (institutions internationales, ONG, etc.) est essentielle pour avancer. Chantal Lacroix de

D'Oyo à Lomé...

En mars 2017 à Oyo, la signature du protocole d'accord sur le Fonds bleu pour le Bassin du Congo a également marqué le lancement d'une initiative pour lutter contre les médicaments falsifiés sous l'impulsion de la Fondation Brazzaville que dirige Jean-Yves Ollivier. Cette initiative a été suivie de nombreux événements qui ont permis de déboucher en janvier 2020 sur la tenue du sommet de Lomé au cours duquel les chefs d'Etat du Congo, du Niger, du Sénégal, du Ghana, du Togo et de l'Ouganda ont signé la déclaration politique dans laquelle ils s'engagent à lutter contre les médicaments falsifiés et de qualité inférieure (MFQI) à ratifier les accords internationaux existants et à introduire de nouvelles sanctions pénales contre les trafiquants.

Les signataires de l'Initiative de Lomé : Denis Sassou N'Guesso (Congo), Faure Gnassingbé (Togo), Yoweri Museveni (Ouganda), Macky Sall (Sénégal), Nana Akufo-Addo (Ghana) et Mahamadou Issoufou (Niger).

La Fondation Brazzaville tire son nom et son inspiration du Protocole de Brazzaville signé dans la capitale congolaise à l'invitation du président Denis Sassou N'Guesso en 1988. Ce moment clé de l'histoire fut un exemple de négociations menées par les Africains qui a ouvert la voie à la libération de Nelson Mandela, l'indépendance de la Namibie et à la fin de l'Apartheid.

qui l'approche doit porter à la fois sur la prévention, la détection et la répression.

Le Niger très impliqué sur ce sujet a entrepris, en coordination avec les organismes internationaux, de mettre en place un cadre à tous les niveaux de la distribution des médicaments y compris aux postes frontaliers, a expliqué le ministre de la Santé publique du Niger, Idi Illiassou Mainassara. De fait, le trafic de faux médicaments finance maintenant le terrorisme. Il rapporterait 200 milliards de dollars par an... « La criminalité transnationale et le terrorisme représentent une grave menace pour les pays africains », alerte-t-il.

D'où l'importance d'harmoniser les législations entre Etats, a insisté l'ancien juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière.

l'ONUSUD est revenu à ce sujet sur la nécessaire coordination des Etats notamment en matière de contrôle policier et de répression.

En Afrique de l'Ouest, 2/3 des Etats ont établi des liens de collaboration juridique, a rappelé Stanislav Kniazkov de l'OMS Afrique mais les mesures de répression ne suivent pas toujours. Il faudrait également mettre en place des politiques de destruction des produits contrefaits souvent réintroduits dans les circuits peu après leur saisie. Sans compter l'importance de l'information locale pour sensibiliser les populations et dénoncer les trafiquants. Plus que jamais, c'est d'une action concertée et multisectorielle que viendra la réponse à ce fléau.

Bénédicte de Capèle

NECROLOGIE



Mme et M., Chers partenaires

Le bureau du Conseil d'administration d'Unicongo a la profonde douleur de vous annoncer le décès de Monsieur Christian BARROS, mercredi 25 mai 2021.

Président d'Unicongo de 2005 à 2019, l'Union garde de Monsieur Christian BARROS, le souvenir d'un homme engagé pour la cause du secteur privé congolais.

A sa famille, Unicongo présente ses sincères condoléances et sa reconnaissance à l'égard de l'illustre disparu.

Alphonse MISSENGUI

Président d'Unicongo



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE LE COURRIER DE KINSHASA LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

EXPOSITION

Hommage au photographe congolais Maurice Pellosh à Paris

À Paris, une première exposition rend hommage à Maurice Pellosh, photographe de nationalité congolaise, né en août 1951, avec un travail intitulé « Flash B(lack) du Congo ».

Du lundi 31 mai au dimanche 6 juin 2021, l'Espace Beaurépère - Paris X recevra l'exposition de Maurice Bidilou, dit Pellosh, passionné de la photographie à laquelle il consacrera sa vie entière. C'est une première pour le photographe congolais qui ouvrit son studio à Pointe-Noire, fin 1973, après avoir été photographe ambulant de village en village, proposant ses services et développant ses films la nuit, dans la case du chef, puis tirant les portraits à l'aide de sa lampe à pétrole « Luciole » et de son châssis. Ses négatifs n'avaient, jusqu'à présent, jamais quitté le Congo.

De 1973 jusqu'au milieu des années 1990, Pellosh voit défiler dans son studio toutes les strates de la société : fine fleur ponténégrine, familles, joyeux drilles, sapeurs, travailleurs, couples d'amoureux, tous désireux de se faire tirer un portrait.

La cinquantaine de clichés

en noir et blanc, sélectionnés avec rigueur et passion, ont été pris en brousse, dans les villages du massif du Mayombe, en studio et en extérieur à Pointe-Noire ; ils constituent un témoignage exceptionnel de ce que fût la société congolaise après la colonisation et révèlent la patte unique et sensible d'un portraitiste de talent, doté d'un regard bienveillant et généreux.

Le commissaire de l'exposition, Emmanuelle Béthery a écrit de cette exposition : « *Rendre hommage au travail de Pellosh, véritable mémoire vivante, était devenu une priorité, un devoir. Redonner vie à ces clichés devint alors une nécessité* ».

C'est fin 2019 qu'Emmanuelle Béthery croise, pour la première fois, la route de Pellosh à Pointe Noire. Elle est immédiatement conquise par sa personnalité et les photos



Exposition de Pellosh à Paris, Les 3 sœurs Pointe-Noire 1976, une des 50 œuvres sélectionnées Crédit photo : Pellosh

jaunies et dentelées, qu'il lui présente comme autant de témoins fragiles et émouvants

d'une époque joyeuse et révolue.

Elle revient rapidement au

Congo, munie d'un négatoscope et exhume en compagnie de Pellosh, dans la moiteur d'une énième saison des pluies, des montagnes de boîtes Kodak rongées par l'humidité, contenant des milliers de négatifs 6x6 : surgissent alors du passé des cohortes de visages, jeunes et moins jeunes, des regards d'amoureux, des visions incroyables de sapeurs...

Persuadée d'avoir réveillé du passé des pépites artistiques et historiques, Emmanuelle Béthery rentre à Paris et commence alors, pour cette « dénicheuse de talents », comme elle aime à se définir, un long travail de restauration, d'archivage et de sauvegarde des négatifs retrouvés dans le studio, parfois grignotés par les termites et souris et soumis aux rigueurs du climat tropical depuis, plus de 40 ans.

Cette exposition, fruit de ce travail d'envergure, est un formidable hommage rendu à Pellosh et à son talent !

Marie Alfred Ngoma

IN MEMORIAM

Mai 2011 - mai 2021

10 ans que Del-Campo Joachim Mombongo est au ciel.

Quoi que l'on fasse, ou que l'on soit, rien ne t'efface, nous pensons à toi papa.

Union de prières.



Le temps passe, mais les souvenirs restent. Le 29 Mai 2019 - 29 Mai 2021 ; il y a de cela un an que disparaissait Madame Micheline Potignon Ngondo, Présidente Fondatrice de L'Association Ngondo pour La Lutte Contre La Pauvreté (ANLCP). En ce jour de triste anniversaire, le Bureau Exécutif de l'Association Ngondo pour La Lutte Contre La Pauvreté (ANLCP), demande à l'ensemble des membres adhérents, sympathisants et tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour elle. Que son souvenir puisse rayonner en tous ceux qui l'ont connu, aimé et qu'elle a aimé. L'idéal d'humanité et des valeurs de femme de cœur, d'action, d'amour et de partage qui la caractérisaient, resteront gavés dans les esprits des membres et sympathisants de l'ANCP. Que la mémoire de notre chère présidente repose en paix dans la miséricorde de Dieu

NÉCROLOGIE



M. Grégoire Bonassidi et la famille Djambou ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, Glen Joavy Thimothée Bonassidi Kinganga (Timo), étudiant en 2^e année HSE à l'EAD, survenu le 24 mai à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial à Madibou, derrière le Lycée agricole Amilcar Cabral.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

Messieurs Paterne Kiakouama Miassouekama, Baptême Ouenazo, Mathias Boutoufouilamio, les enfants Miakassissa et famille ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur oncle, grand-frère, père et grand-père Auguste Miakassissa, directeur général du Complexe industriel Auguste Miakassissa (CIAM), survenu le 19 mai 2021 à Brazzaville.

Le deuil se tient au n° 1493, avenue Fulbert Youlou à Makélékélé.

Réf : Arrêt sénégalais Matour. Les obsèques auront lieu le jeudi 27 mai dans son domaine de la loufoulakari.



MAROC

Plus de trois bourses d'excellence destinées aux étudiants africains

Le Maroc va octroyer plus de trois cents bourses d'excellence aux étudiants issus de pays africains dans le cadre du programme « Moroccan Scholarships for African Youth », au titre de l'année universitaire 2021-2022.

Le programme vise à « permettre aux universités créées dans le cadre du partenariat et aux universités privées de participer activement, au même titre que les universités publiques, à l'effort national tendant à former les cadres et les élites des pays africains, frères et amis », a indiqué le ministère marocain de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans un communiqué publié récem-

ment.

Ouverte aux étudiants issus des pays africains, l'offre comprend, au total, trois cent trente bourses d'excellence dans cent dix-neuf filières. Le programme se présente sous forme d'exemptions totales des frais d'inscription et des frais de scolarité, dans différents cycles et champs disciplinaires, en plus d'avantages à caractère social. Plusieurs universités participent à la première édition du programme à savoir, l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès (60 bourses), l'Université Al Akhawayn à Ifrane (40 bourses), l'Université Internationale d'Agadir-Universiapolis (38 bourses), l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguérir (30 bourses), l'Université Mohammed VI des

Sciences de la Santé de Casablanca (25 bourses), l'Université Internationale Abulcasis des Sciences de la Santé de Rabat (20 bourses), l'Université Internationale de Casablanca (20 bourses), l'Université Internationale de Rabat (20 bourses), l'Université Privée de Fès (20 bourses), l'Université Privée de Marrakech (20 bourses) ainsi que l'Université Mundiapolis de Casablanca (10 bourses).

Par ailleurs, afin de faciliter la participation des étudiants issus des pays africains, des liens et des plateformes dédiées à cet effet ont été créés par les universités participant au programme, pour leur permettre de consulter les détails de l'offre promue et de soumettre leurs candidatures.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE-UE/COVID-19

La BEI mobilise des investissements durables en Afrique

Le secrétaire général des Nations unies et la présidente de la Commission européenne ont participé au Forum de haut niveau UE-Afrique sur l'investissement vert organisé à Lisbonne (Portugal) par le Premier ministre portugais, président en exercice de l'Union européenne (UE).

Le forum UE-Afrique sur l'investissement vert est l'une des plus grandes plates formes de dialogue axées sur l'investissement en Afrique jamais mises en place. Cette manifestation vise à partager les meilleures pratiques, à accélérer l'investissement durable, à renforcer la transition numérique et favoriser la résilience économique en Afrique. Inaugurée par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, cette manifestation a réuni des participants du monde entier. « Mobiliser des investissements durables et permettre un partenariat encore plus étroit entre l'Afrique et l'Europe débouchant sur des investissements à fort impact sont des priorités essentielles pour la présidence portugaise de l'UE », a déclaré le Premier ministre portugais, Antonio Costa. « Il est essentiel d'intensifier le dialogue entre les entreprises, le monde politique et les partenaires du développement pour tirer les enseignements des expériences de chacun et faire en sorte que les meilleures pratiques répertoriées en Afrique et en Europe renforcent le dé-

veloppement durable et, ce faisant, créent des perspectives économiques et améliorent les conditions de vie. Nous partageons un objectif commun, l'accélération de la transition verte et des investissements durables pour un avenir meilleur après la pandémie de Covid-19 », a-t-il poursuivi.

Le président de la Banque européenne d'investissement (BEI), Werner Hoyer, a expliqué que la Banque a acquis un savoir-faire unique en matière d'appui à l'investissement durable en Afrique. Elle s'est engagée à consolider son engagement record de 5 milliards d'euros en Afrique et à contribuer à un avenir meilleur pour des millions de personnes. Pour Werner Hoyer « il est grand temps que l'action en faveur du climat règle la question du dérèglement climatique et de la dégradation de l'environnement. La coopération renforcée est essentielle pour assurer une reprise verte et mondiale. Dans le cadre du Forum UE-Afrique sur l'investissement vert et, préalablement, des Green Talks, la présidence portugaise du Conseil de l'UE et la BEI ont mis en commun des solutions susceptibles d'accélérer une

transition verte et inclusive dans le contexte de la reprise post-Covid-19 ».

« L'Union africaine et l'Union européenne sont déterminées à exploiter les possibilités offertes par la transition verte et à œuvrer, avec des partenaires publics et privés, à la mise en place d'un développement durable dans toute l'Afrique », a pour sa part déclaré le commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable de la Commission de l'UA, Josefa Sacko. Il a souligné que le dialogue entre la présidence portugaise de l'UE et la BEI qui vise à renforcer encore la coopération entre les partenaires africains et européens fait la part belle aux idées novatrices et met en commun le savoir-faire technique pour renforcer l'impact des investissements futurs qui instaureront un développement durable et amélioreront ainsi la vie de millions de personnes en Afrique. Les partenaires africains et européens du monde politique, des entreprises et de la société civile ont indiqué qu'il était crucial d'accélérer les nouveaux investissements en Afrique afin de permettre un développement durable et d'offrir des perspectives grâce à la transition verte, tout en renforçant la reprise économique après la pandémie de Covid-19.

Noël Ndong

MONNAIE

Les états généraux de l'eco s'ouvrent au Togo

Plus de deux-cents personnalités prennent part du 26 au 28 mai à Lomé au Togo, aux états généraux de l'eco, la future monnaie ouest-africaine.

La tenue de ces états généraux est une initiative de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de Lomé. Elle a pour objectif de circonscrire les contours de la nouvelle monnaie et de voir dans quelle mesure elle crée ou non une séparation avec le franc CFA, dans quelle mesure elle embrasse les quinze Etats de la Cédéao et comment va se faire la transition du franc CFA à l'éco.

Le programme se fera en deux formats : un premier réunissant les économistes avec un modèle économétrique et un second sous forme de panel avec les sociétés civiles, les politiques et les faiseurs d'opinion.

Parmi les deux cents invités, on retrouve les anti-CFA, comme l'initiateur du colloque, Kako Nubukpo, qui, depuis vingt ans, estime que le franc CFA est une mauvaise monnaie trop forte, arrimée à l'euro, qui fonctionne comme une taxe sur les exportations, une subvention sur les importations entraînant une balance commerciale structu-

rellement déficitaire. À côté de lui, on retrouve les soutiens du CFA parmi lesquels Lionel Zinsou du Bénin, Michel Khalif du Togo.

Ceillou Dalein Diallo de la Guinée-Conakry, Ousmane Sanko du Sénégal et Succès Masra du Tchad devraient prendre part aux débats par visio-conférence.

La nouvelle monnaie, l'Eco, a été décidée le 21 décembre 2019 à Abidjan par les présidents français et ivoirien, Emmanuel Macron et Alasane Ouattara.

Il est prévu que cette monnaie remplace à terme le franc CFA dans les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, pour devenir plus tard la monnaie unique des quinze pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

La tenue des états généraux de l'Eco sera renouvelée. Tous les deux ans se tiendront désormais les « Conversations monétaires de Lomé » pour faire le point sur l'évolution de la nouvelle monnaie.

Y.R.Nz.

ETHIOPIE

Plus de 1,7 million de déplacés ont besoin d'une aide urgente

Plus de 1,7 million de personnes déplacées par le conflit dans l'Etat éthiopien du Tigré (nord) ont besoin d'une aide urgente, a alerté mardi l'Organisation internationale pour les migrations (OMI).

Selon l'agence onusienne, une évaluation menée du 1er au 22 avril a montré qu'elles avaient besoin de cette aide dans 265 sites situés au Tigré et dans les Etats voisins d'Afar et d'Amhara. Ces Etats abritent respectivement 1.645.944, 48.420 et 20.812 déplacés.

L'OMI a dit que des données diverses montrent qu'il est urgent de faire face à une insécurité alimentaire croissante, ainsi que de fournir des abris, de l'eau, des installations sanitaires, de l'hygiène et d'autres articles non alimentaires.

Cependant, elle a souligné que ces données ne représentaient qu'un indice de ces déplacements vers des zones accessibles aux enquêteurs de l'agence. En effet, de nombreuses zones restent hors de portée des partenaires humanitaires en raison de problèmes de sécurité.

Le gouvernement éthiopien a récemment dit qu'une aide humanitaire avait été fournie à plus de 3,8 millions de personnes au Tigré. Outre des produits alimentaires et non alimentaires, il a précisé que son soutien incluait la réparation de canalisations d'eau, d'hôpitaux et des centres de soins endommagés.

Des combats ont éclaté début novembre 2020 entre le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), qui dirigeait autrefois cet Etat régional, et l'armée nationale, ayant un fort impact sur la région et le pays. Après la défaite du FPLT, une administration intérimaire a été installée au Tigré par le pouvoir central.

Xinhua

PROROGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE

Les députés déplorent l'absence des données scientifiques

Réunie en 12^e session extraordinaire le 25 mai sous la direction de son 1^{er} vice-président, Léon Alfred Opimbat, l'Assemblée nationale a demandé au gouvernement de prendre des dispositions nécessaires pour lui faire parvenir les données de la coordination nationale quelques jours avant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire.

Les députés viennent pour la 21^e fois d'autoriser la prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo. Le projet de loi a été approuvé quelques heures seulement après son adoption en Conseil des ministres. Une démarche qui ne permet pas à la représentation nationale d'engager de véritables débats. C'est ainsi que la commission des lois et affaires juridiques a émis le vœu de recevoir du comité des experts toutes les informations nécessaires avant d'accorder l'autorisation.

« Au niveau de la commission, nous aurions aussi à nous préoccuper de ces résultats en convoquant le ministre de la Santé à cet effet. Nous ne serons pas amenés à traiter à chaque fois la prorogation parce que cela tient à la contrainte de ne pas créer un vide juridique. Il est souhaitable que le gouvernement statue sur la prorogation un ou deux jours à l'avance pour donner la possibilité au Parlement de faire son travail d'investigation, de recherche pour éclairer la lanterne des représentants du peuple... »,

a souhaité le président de la commission des lois et affaires administratives, Fernand Sabaye.

Les députés ont également recommandé au gouvernement de leur accorder une dérogation afin de permettre à certains élus restés à la maison depuis près de quinze mois de regagner l'hémicycle. Le but est d'améliorer la qualité de la participation des députés aux séances plénières. « Les députés ont été vaccinés, il y a possibilité d'organiser une distanciation plus efficace et de ce point de vue, leur participation effective renforcerait la légitimité de nos délibérations. La mesure exceptionnelle actuelle ne remet pas en cause cette légitimité, mais nous prive quand même des apports importants des représentants du peuple qui vivent la réalité dans leurs circonscriptions », a plaidé Fernand Sabaye.

Les députés ont, par ailleurs, déploré le manque de communication de la part du gouvernement et le non-respect des mesures barrières édictées par les autorités. Concernant la vaccination, le 1^{er} vice-pré-



Les députés en session DR

sident de l'Assemblée nationale pense qu'il y a encore un grand travail de sensibilisation à faire. Pour le Congo, il faut environ trois millions de personnes vaccinées alors que le pays est encore à moins de 100 mille vaccinés, soit 3%.

« A ce jour, le Congo enregistre un taux de couverture vaccinale contre la pandémie à coronavirus de l'ordre de 3%. Le gouvernement doit créer toutes les conditions pour améliorer ce taux et espérer avoir une immunité collective dans les délais raisonnables », a invité Léon Alfred Opimbat.

Pointe-Noire demeure l'épicentre

Défendant le projet de loi à la

chambre basse du Parlement, le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones Aimé Ange Wilfrid Bininga, a souligné que la lutte contre le coronavirus n'était pas seulement l'affaire du gouvernement mais de tous.

« Le virus initial qui a été identifié en Chine a subi une mutation et on parle de plus en plus des variants. Dans notre pays, nous en avons enregistré. Ce qui nous pousse donc à plus de prudence, plus d'efficacité dans l'action de riposte. Nous demandons au ministère de la Santé de faire l'effort de nous fournir les données scientifiques

pour alimenter le débat. Pointe-Noire demeure l'épicentre de l'épidémie. Sur les 60 nouveaux cas confirmés de Covid-19 dans le pays, 21 l'ont été à Brazzaville et 39 à Pointe-Noire, soit 60% », a déclaré Aimé Ange Wilfrid Bininga.

D'après lui, le relâchement observé actuellement dans le respect des mesures barrières inquiète. L'une des recommandations de la coordination nationale consiste à intensifier la communication relative aux mesures, parmi lesquelles la vaccination et la prise de conscience de la population.

Parfait Wilfried Douniama

TRANSPORTS

La relance du CFCO et de la navigation fluviale sur la table de Jean-Marc Thystère Tchicaya

Le secteur des transports au Congo est en déclin depuis quelques années. La modernisation du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) et l'équipement de la Société congolaise de transport fluvial (Socotraf) font partie des dossiers prioritaires que va s'atteler à résoudre le nouveau ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande.

L'entreprise publique de transport ferroviaire est en pleine déliquescence, confrontée à des difficultés financières et des revendications sociales. Endommagé durant le conflit armé dans le département du Pool entre 2016 et 2017, le réseau ferroviaire du CFCO est fortement dégradé avec des rails peu résistants aux inondations.

Les réformes annoncées et des accords conclus dans ce domaine n'ont pas pour l'instant permis de redresser le CFCO. Mis en service depuis 1934 puis relancé en 1962, le chemin de fer dispose d'un réseau d'une longueur de 886 km, soit 510 km entre Pointe-Noire et Brazzaville, 285 km de Mont-Bélo à Mbinda et 91 km du tronçon hors de la ligne.

En avril 2017, le gouvernement congolais et la société China civil engineering construction corporation (CCECC) ont signé un proto-

cole d'accord pour la reprise de l'opérateur public de chemin de fer. La société chinoise CCECC s'était engagée à dépêcher ses meilleurs experts à Brazzaville pour les études de faisabilité.

À travers ce protocole d'accord, la société chinoise devrait réhabiliter non seulement des lignes Pointe-Noire/Brazzaville (510km) et Mont-Bélo/Mbinda (285km), mais également construire de nouvelles lignes entre Lékana et Sembé (330km), Ouesso et Garabinzam (340km), Lékana et Brazzaville (386km) enfin entre Komono et Mossendjo (80km). Le gouvernement a signé d'autres accords portant sur l'achat de nouvelles locomotives et la modernisation des installations ferroviaires. Mais toutes ces initiatives sont encore au stade de projet.

Pour essayer de booster le trafic fluvial et Socotraf, l'État congolais a sollicité les services d'une société danoise



Une des locomotives du CFCO/Adiac

JGH Marine. Le protocole d'entente, conclu en mars 2020, prévoit la réhabilitation des unités navigantes de l'armateur public et de la construction d'un chantier naval en terre congolaise. L'accord qui fait suite aux conclusions d'un mémorandum signé le 28 mai 2019 à Brazzaville lors de la visite d'une délégation des investisseurs du Danemark devrait permettre de relancer les activités du secteur de transport fluvial se trouvant depuis un certain temps dans une sorte d'hibernation.

Spécialisée dans la navigation fluviale, la société JGH Marine s'emploiera, entre autres, à former les cadres congolais, à réfectionner des bateaux, des équipements et autres matériels de travail afin de faire revivre un secteur susceptible de contribuer à la diversification de l'économie et au développement du pays. Malgré cet engagement et beaucoup d'autres initiatives, les travailleurs navigants ne voient pas toujours le bout du tunnel.

Le ministre Jean-Marc Thystère Tchicaya, qui a pris ses fonctions le 21 mai dernier,

sera interpellé sur le financement des opérations de dragage, de l'entretien des berges, des barrages et écluses du chenal navigable. Car, la reprise effective des activités fluviales aura un impact important sur les conditions de vie des populations riveraines du fleuve Congo, de l'Oubangui, de la Sangha et d'autres cours d'eau navigables. Elle va entraîner un rebond du trafic des marchandises et passagers, de l'amélioration des recettes portuaires et du développement de l'économie fluviale.

Fiacre Kombo

SANTÉ

La campagne de vaccination contre la poliomyélite débute ce 27 mai 2021

La première phase de la vaccination aura lieu du 27 au 29 mai, tandis que la seconde se tiendra du 17 au 19 juin, sur toute l'étendue du territoire national. L'objectif est de protéger 1.161.356 enfants de 0 à 5 ans contre cette maladie invalidante.

Dans le cadre de la campagne nationale de vaccination, qui va durer trois jours, les agents vaccinateurs passeront dans les ménages et lieux publics (marchés, écoles), les points d'entrée notamment les frontières, pour administrer le vaccin contre la poliomyélite. Le poliovirus non sauvage est un type de poliomyélite qui subsiste au Congo. Il y a quelques mois, un cas a été signalé dans le département du Kouilou. Seize pays africains subissent des flambées de polio, les risques d'importation demeurent.

Le ministère en charge de la Santé, à travers le Programme élargi de vaccination avec l'appui de l'Initiative mondiale pour

l'éradication de la poliomyélite, a ainsi initié cette campagne.

La poliomyélite communément appelée "polio" est une maladie contagieuse causée par le poliovirus qui entraîne une paralysie voire la mort. Elle touche toute personne et les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement vulnérables. Le poliovirus entre dans l'organisme par voie buccale, lorsqu'une personne boit de l'eau ou mange des aliments contaminés.

Le principal signe de la maladie est la paralysie instantanée des membres inférieurs d'un enfant qui marchait déjà. La fièvre, la fatigue, les maux de tête, les vomissements, la raideur au niveau de la



Une séquence de vaccination

nuque, l'affaiblissement des membres font aussi partie des symptômes. Il n'y a pas de traitement

contre la poliomyélite. La vaccination est le seul moyen pour la prévenir : par voie orale (gouttes)

et le vaccin par voie intra-musculaire (injection) par un agent de santé qualifié.

Rominique Makaya

DISPARITION

Décès à Pointe-Noire de Christian Barros

Le président de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo), Christian Barros, s'est donné la mort le 25 mai à la Pointe indienne (Pointe-Noire).



Créé en 1958, ce syndicat patronal, qui compte à ce jour quelque 315 entreprises membres, conduit les actions et projets pour le développement des entreprises. Il participe, en outre, à l'essor économique et social du pays. Hormis ses fonctions syndicales, Christian Barros, 74 ans, était également président du conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale.

Lopelle Mboussa Gassia

ORGANISATION DE COORDINATION POUR LA LUTTE CONTRE LES ENDEMIES EN AFRIQUE CENTRALE

Secrétariat Exécutif

B.P. 288 YAOUNDE Cameroun Tél. 00.237 / 222 23.22.32 / 222 23.77.86 Fax : 00.237 / 223.00.61 / E-mail : contact@oceac.org
Site web : www.oceac.org

Avis d'appel à soumission pour le recrutement d'un cabinet en communication pour la mise en œuvre des activités de communication et de sensibilisation sur la Covid-19 dans la ville de BRAZZAVILLE-CONGO, sous financement CEMAC/ABG

Le Secrétariat Exécutif de l'Organisation de Coordination pour la lutte contre les Endémies en Afrique Centrale (OCEAC) lance un appel d'offres national, en vue de la réalisation des activités de Communication et de sensibilisation pour un changement de comportement face à la Covid-19, dans la ville de **Brazzaville**.

Le dossier de soumission comprend :

- ✓ Une fiche de déclaration de transparence signée,
- ✓ Un dossier administratif, constitué d'un extrait du registre de Commerce, d'une attestation de non redevance fiscale,
- ✓ Une offre technique comprenant la méthodologie du travail, les indicateurs de mesure d'audience, les types de messages et supports de communication, le plan de mise en œuvre, ainsi que le chronogramme de déploiement ;
- ✓ Une offre financière (dans la limite du montant communiqué).

Les Termes de référence (TDR) de la consultation présentent l'ensemble des informations y relatives.

Les offres devront être rédigées en langue française, et seront déposées sous plis fermé à l'adresse « 814 rue 2003 YAOUNDE II, Yaoundé – République du Cameroun », et par voie électronique à l'adresse contact@oceac.org ou cipriano.ela@oceac.org, au plus tard le mercredi 09 juin 2021 à midi (12H00). Les offres remis en retard seront rejetées.

Les plis fermés contenant le dossier de cotation devront présenter les mentions ' A l'attention de Monsieur le secrétaire Exécutif de l'OCEAC », « marché ABG » et à **n'ouvrir qu'en séance de dépouillement, le jeudi 10 juin 2021** »

Pour les offres envoyées par voie électronique, le soumissionnaire devra s'assurer, pour des besoins de confidentialité, que le fichier est verrouillé à l'aide d'un code. Ledit code devra être inséré dans un pli fermé du dossier physique déposé.

NB : les TDR de la consultance, la déclaration de transparence et le canevas d'évaluation sont téléchargeables sur le site de l'OCEAC, www.oceac.org

Fait à Yaoundé le, 19 MAI 2021

Le Secrétaire Exécutif

Dr Manuel-Nso OBIANG ADA

Dr Manuel-Nso OBIANG ADA



REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
ET LA COMPETITIVITE (PADEC)**

Unité de Gestion du Projet

Courriel : padec2019@gmail.com

RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME



**OBJET DU MARCHÉ : SÉLECTION D'UN CONSULTANT CHARGÉ D'ASSISTER LE MINISTÈRE DES ZONES
Economiques Spéciales dans l'Opérationnalisation de l'Agence de Planification, de Promotion
et de Développement des Zones Economiques Spéciales**

Méthode utilisée : Sélection Fondée sur Qualification des Consultants (QC)

Durée d'exécution : 12 mois

1. Attributaire du marché

Nom : DELOITTE TOUCH TOHMATSU

Adresse : Avenue Charles de Gaule- Pointe Noire / République du Congo.

Montant de la proposition financière : 247 347 euros TTC

Montant du contrat : 246.312 Euros TTC

2. Conclusion :

Le nom de la firme qui a présenté le meilleur niveau de qualification et d'expérience en rapport avec la mission et qui a été invité à soumettre une proposition technique et financière selon la méthode de sélection fondée sur la Qualification du consultant est : DELOITTE TOUCH TOHMATSU.

Note : Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue peut en faire la demande aux adresses mentionnées ci-après :

Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité

Brazzaville, 12, Rue Duplex-Blanche Gomez

Numéro de téléphone : (+242) 22 613 18 38

Adresse électronique : padec2019@gmail.com

Benoît NGAYOU

Le Coordonnateur du PADEC



REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE (MEPSIR)

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
ET LA COMPETITIVITE (PADEC)**

Unité de Gestion du Projet

Courriel : padec2019@gmail.com

RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME

**OBJET DU MARCHÉ : SÉLECTION D'UN CONSULTANT CHARGÉ DE METTRE EN PLACE L'ORGANE
DE COORDINATION ET DE GESTION DES CORRIDORS ET DES TRANSPORTS
MULTIMODAUX.**

Méthode utilisée : Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC)

Durée d'exécution : 06 mois

1. Attributaire du marché

Nom : GROUPEMENT CPCS (CHEF DE FILE) & AZ CONSULT

Adresse : 979, Bank St. Suite 200-Ottawa, Ontario Canada K15 5k5- Canada

Montant de la proposition financière : 295.923.08 Dollars US TTC

Montant du contrat : 301.866 Dollars US TTC

2. Conclusion :

Le nom de la firme qui a présenté le meilleur niveau de qualification et d'expérience en rapport avec la mission et qui a été invité à soumettre une proposition technique et financière selon la méthode de sélection fondée sur la Qualification du consultant est : GROUPEMENT CPCS (CHEF DE FILE) & AZ CONSULT

Note : Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue peut en faire la demande aux adresses mentionnées ci-après du Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité :

Brazzaville, 12, Rue Duplex-Blanche Gomez

Numéro de téléphone : (+242) 22 613 18 38

Adresse électronique : padec2019@gmail.com

Benoît NGAYOU

Le Coordonnateur du PADEC



DIVERSITÉ CULTURELLE

Enyellé accueille la journée sur le dialogue et le développement

La célébration de la journée de la diversité culturelle, pour le dialogue et le développement, organisée le 21 mai à la maison des jeunes à Enyellé par l'Initiative Développement (ID), s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme Nzela dans ses deux volets. Il s'agit plus spécifiquement du volet développement local et droits humains, dans ce district, avec l'appui financier de l'Union européenne et de l'Agence française de développement.

Au vu de l'approche adoptée par le projet Nzela en matière de promotion des droits et du patrimoine autochtone et des enjeux que représente cette date au niveau mondial, la célébration de cette journée a été l'occasion de promouvoir la diversité culturelle du district d'Enyellé par la représentation des différentes communautés de la zone en mettant l'accent sur le patrimoine culturel baka ; proposer un moment d'échange et de débat autour de la question du patrimoine et des droits humains ; et présenter le programme Nzela en justifiant l'organisation de la célébration. En effet, afin de toucher l'opinion publique dans de plus grandes proportions, l'ID entend organiser des actions de communication afin de mettre en avant la culture et les savoirs autochtones, permettant d'informer sur les conditions de vie de ces peuples. La protection et la promotion des droits des peuples Akas sont également mises à l'honneur dans ces actions.

L'activité a débuté par une brève présentation par le modérateur des enjeux et de l'historique de la Journée internationale de la diversité culturelle et les allocutions de l'administratrice maire d'Enyellé, du directeur départemental des peuples autochtones



Les participants à la journée sur le dialogue et le développement (crédit photo/DR)

et du directeur départemental des droits humains, sur l'importance de valoriser le patrimoine et le respect des droits de la population autochtone. La lecture de ces mots a fait suite, à une présentation des deux volets du programme Nzela, à savoir : le volet droits humains et le volet santé présenté par le responsable de programme ID et la cheffe de mission Ordre de Malte. Puis s'en sont suivies plusieurs projections

vidéo et photographiques des cérémonies traditionnelles baka. Après ces diffusions visuelles et sonores, François Mozanda, représentant baka dans le district d'Enyellé, a prononcé un mot sur la situation du peuple autochtone dans le district d'En-

ferents objets issus de l'artisanat autochtone et produits forestiers locaux particulièrement connus de la population autochtone de la zone (miel, fruits sauvages, racines, noix et graines, etc.). Enfin, cette journée s'est clôturée par un moment d'échange entre les

la diversité linguistique dans le cadre de cette journée s'est très bien déroulée, conformément au programme annoncé et les activités présentées ont été globalement appréciées par les participants. Les autorités locales et départementales ont manifesté leur intérêt pour participer aux autres journées qui seront organisées à Enyellé par ID, notamment la journée du peuple autochtone du 10 août. Les directeurs départementaux ont aussi mentionné leur soutien au programme et leur disponibilité pour participer aux activités de communication (presse, radio locale) autour des sensibilisations aux droits humains.

A titre de rappel, le 2 novembre 2001, l'Unesco a adopté sa déclaration universelle sur la diversité culturelle. Elle reconnaît, pour la première fois, la diversité culturelle comme « héritage commun de l'humanité » et considère sa sauvegarde comme étant un impératif concret et éthique inséparable du respect de la dignité humaine. Suite à cela, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé le 21 mai, « Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement » afin d'approfondir nos réflexions sur les valeurs de la diversité culturelle pour apprendre à mieux « vivre ensemble ». C'est pourquoi l'Unesco fait appel aux Etats membres et à la société civile pour célébrer cette journée en y associant le plus grand nombre d'acteurs et de partenaires !

Bruno Okokana

yellé et l'importance de valoriser cette culture et le lien entre les communautés locales. Suite à ce mot, un groupe de musique baka constitué d'une quinzaine de personnes et dirigé par François Mozanda a produit une démonstration de la musique (guitare et tambours), de la danse et des chants traditionnels baka.

A l'issue de cette intervention le partenaire Nzela Apiflordev, accompagné par l'équipe Nzela ID et François Mozanda, a présenté dif-

participants, avec des interventions spécifiques des directeurs départementaux conviés, qui ont ouvert le débat sur les enjeux de la valorisation de la culture autochtone, avant que l'administratrice maire ne clôture la journée de la diversité culturelle.

La célébration de cette journée dont la plupart des interventions ont été proposées en lingala, baka et en français, afin de faciliter la compréhension par tous les participants et valoriser également

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Les pays francophones d'Afrique initiés à la sauvegarde et promotion

Le ministère de la Culture et du Tourisme de Chine en collaboration avec l'Académie centrale de l'administration culturelle et touristique (ACACT) du même pays, organisent en visio-conférence un séminaire sur la sauvegarde et la promotion du patrimoine culturel immatériel pour des pays francophones d'Afrique. Ouvert le 24 mai, ce séminaire prendra fin le 4 juin.

Ce séminaire concerne les pays africains ci-après : la République du Congo, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali. La délégation congolaise composée de trente fonctionnaires du ministère de la Culture et des Arts, et conduite par Jean Omer Ntady, conseiller au patrimoine et aux archives, prend part par visio-conférence. Pour le vice-président de l'Académie centrale de l'administration, Wang Jianhua, c'est un grand honneur pour son académie d'accueillir ce séminaire de formation en ligne. Avant de présenter son académie centrale de l'administration culturelle et touristique qui est une institution d'éducation et de formation relevant directement

du ministère de la Culture et du Tourisme de Chine, une des bases de formation pour les pays africains, et une des bases de formation à l'assistance étrangère sous le ministère du Commerce de la Chine. A l'heure actuelle cette académie a organisé avec succès 119 programmes de formation. Plus de 2 800 fonctionnaires, professionnels et techniciens dans le domaine de la culture et du tourisme de 134 pays et régions ont été formés.

La secrétaire générale du ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme du Burkina Faso, madame Alizara Dabire/Sawadogo, a, pour sa part, souligné que le patrimoine burkinabé, expression

profonde des valeurs des communautés, se décline sous des formes matérielle et immatérielle. Le Burkina Faso, poursuit-il, a entrepris après son indépendance plusieurs actions dans l'optique d'assurer la préservation de son patrimoine. Ces actions se traduisent, entre autres, par l'adoption de nombreux instruments juridiques et de référentiels de gestion au niveau national ainsi que l'adhésion ou la ratification de plusieurs traités et conventions pour mieux encadrer les efforts de protection et de valorisation du patrimoine culturel.

Quant au troisième intervenant, le directeur général adjoint du bureau des échanges et de la coopération internationale du ministère de la Culture et du Tourisme de Chine, Zhang Weiguo, le patrimoine culturel immatériel est une partie importante de la culture traditionnelle de tous les pays et un bien précieux pour tous les peuples. La sauvegarde du PCI

revêt une grande valeur pour l'illustration et la transmission de la culture traditionnelle du pays. La Chine attache une grande importance à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. A l'heure actuelle, elle intègre la sauvegarde et la transmission du patrimoine culturel immatériel dans la grande stratégie nationale de revitalisation rurale, pour que ces trésors culturels puissent jouer un rôle positif dans le développement durable de l'économie et de la société.

Conduisant la délégation congolaise à ce séminaire, Jean Omer Ntady pense que cette activité est une rencontre pédagogique qui revêt un caractère très important dans la mesure où le Congo bénéficie d'un foisonnement culturel très important en ce qui concerne le patrimoine culturel immatériel. Il a cité l'exemple du kiébé-kiébé, de la gastronomie, du poulet à la mwambe, de la sapologie, et bien d'autres éléments du patrimoine

congolais. D'où, il pense que ce serait important de profiter de ce genre de rencontre pour susciter l'attention des communautés qui doivent être invitées à faire attention à ce qu'ils ont comme richesses dans leurs pays. Parce que quand on a ces éléments-là qui constituent une richesse, il faudrait faire de telle sorte qu'ils contribuent au développement économique du pays. C'est pourquoi, pense-t-il, « il faut s'arrimer à ces genres de partenaires qui doivent nous amener dans la course qui nous permettra de déboucher vers des résultats positifs. »

Après la cérémonie d'ouverture, les séminaristes ont suivi une séance de formation portant sur : Aperçu de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de la Chine, animée par Wang Chenyang, de la direction générale du Patrimoine culturel immatériel du ministère de la Culture et du Tourisme de Chine.

B.Ok.

MALI

Le président de la transition démissionne

Selon plusieurs médias internationaux, le président de la transition, Bah N'Daw et son Premier ministre, Moctar Ouane, ont démissionné le 26 mai, après leur arrestation par les militaires.



Le président de la transition Bah N'Daw

Bah N'Daw et Moctar Ouane ont démissionné devant la médiation de la CEDEAO conduite par l'ancien président nigérian Goodluck Jontahan, qui s'est rendue au camp militaire de Kati, situé à quinze kilomètres de Bamako pour les entretenir après avoir rencontré la veille le vice-président et l'homme fort de la junte, le colonel Assimi Goïta.

Arrêté par les militaires commandés par Assimi Goïta qui leur a reproché un sabotage de la transition en formant un gouvernement sans le consulter, le président de transition et le Premier ministre sont gardés depuis lors au camp militaire de Kati.

Le conseiller spécial d'Assimi Goïta, Baba Cissé, a confié à l'AFP que les négociations sont en cours pour leur libération et la formation d'un nouveau gouvernement.

Sur le plan international, les dirigeants européens ont « condamné avec la plus grande fermeté l'arrestation du président du Mali et de son Premier ministre », a déclaré mardi le président français, Emmanuel Macron, à l'issue d'un sommet européen. Une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies se tiendra mercredi soir à huis clos.

Yvette Reine Nzaba

HYDROCARBURES

Total E&P Congo veut se développer dans les énergies renouvelables

Reçu en audience le 26 mai par le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, le directeur général de Total E&P Congo, Nicolas Wawresky, a réaffirmé l'ambition de cette société de se développer dans le domaine des énergies renouvelables (solaire, éolien et hydro-électrique).

« Nous avons évoqué ensemble les différentes activités de Total au Congo, les activités de production pétrolière puisque nous sommes le premier producteur dans le pays avec près de 150 mille barils par jour de produc-

vembre à l'occasion de la journée nationale de l'arbre. Nous avons aussi évoqué les différents projets sociaux que nous avons dans le pays », a-t-il poursuivi.

Premier producteur de pétrole au Congo, Total a connu une année 2020 compliquée, a rappelé son directeur général. Selon lui, le prix de baril du pétrole a été très faible l'an dernier. « La situation va maintenant un peu mieux avec un prix du pétrole qui est de l'ordre de 60-70 dollars ; encore faut-il que ce prix soit robuste parce qu'on n'est pas toujours à l'abri



Anatole Collinet Makosso s'entretenant avec le DG de Total E&P Congo DR

tion », a expliqué Nicolas Wawresky à sa sortie d'audience.

Le directeur général de Total E&P Congo a également rappelé au Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, sa mission environnementale consistant à préserver la planète au maximum. « Dans ce cadre, nous avons parlé du projet de plantation de 40 mille hectares d'acacias sur les plateaux Batéké. Donc, nous espérons pouvoir avancer vite sur ce projet et potentiellement planter le premier arbre le 6 no-

d'une volatilité », craint-il.

Nicolas Wawresky s'est, par ailleurs, dit fier de l'installation d'une nouvelle unité de production flottante (le FPU-Likouf) ainsi que de la TLP du nouveau chant de Moho-Nord.

D'après lui, le chef du gouvernement a exprimé la volonté du Congo de travailler avec Total dans le domaine de l'industrie pétrolière et de faire en sorte que de nouveaux projets de développement puissent voir le jour.

Parfait Wilfried Douniama

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Coton sport et ses Congolais en demi-finales

Jean Rosis Opimbat Okoumou et Archange Ebandza sont qualifiés avec le club camerounais de Coton sport de Garoua pour les demi-finales de la Coupe africaine de la confédération Total 2021. Il recevra, le 20 juin, la Jeunesse sportive de Kabylie.



Jean Rosis Opimbat et Archange Ebandza

atteignant le dernier carré, le club dans lequel évolue les joueurs formés à l'AS Vegas prêt est en train d'améliorer ses performances de ses quatre dernières années.

Jean Rosis Opimbat Okoumou et Archange Ebandza sont prêtés par le club de Doless Oviebo pour deux ans avec option d'achat un pourcentage de 50% à la revente si l'AS Vegas trouve un placement pour chacun de ces jeunes. Le club congolais aura par contre 40% si Coton sport leur trouve un placement. Dans ces conditions, le club camerounais aura 60%.

L'adversaire de Coton sport, la JSK a éliminé le Club sportif Sfaxien en le contraignant le 23 mai au nul d'un but partout après son succès à l'aller 1-0. L'autre demi-finale mettra aux prises Pyramids FC au Raja de Casablanca. Pyramids a éliminé (4-1 puis 1-1) et le Raja de Casablanca a écarté Orlando Pirates (1-1 puis 4-0).

James Golden Eloué

Coton sport de Garoua a courbé l'échine 1-2 sur le terrain de ASC Jaraaf lors des quarts de finale retour. Il a eu la vie sauve grâce au but inscrit sur le terrain de l'adversaire puisqu'à l'aller, les Camerounais s'étaient imposés 1-0 à domicile. En

BASKETBALL

Les jeunes de Sibiti reçoivent des équipements

L'acte posé par l'association Brazza vétérans basketball, en partenariat avec l'Amicale des anciens basketteurs du Congo de Pointe-Noire, s'inscrit dans l'objectif de susciter la création des équipes de basketball, dans le département de la Lékoumou.



Les jeunes de Sibiti ravis du geste fait par les responsables des deux associations Adiac

Il n'y a pas de promotion de la discipline sans matériel. C'est dans cet ordre d'idée que l'association Brazza vétérans basketball et l'Amicale des anciens basketteurs du Congo de Pointe-Noire ont décidé de faire un don en matériels sportifs (ballons, maillots, sifflés et chronomètres) aux jeunes de Sibiti,

chef-lieu du département de la Lékoumou. Les jalons de la création des équipes étant désormais posés, le deuxième geste qui vient après celui effectué en 2019, boostera à coup sûr la détermination des jeunes dudit département.

J.G.E.